

Le Mouvement Travail-Etudes

La création

Il a été créé par Li Shizeng (1881-1973). Philanthrope et admirateur de la culture française, celui-ci avait étudié à l'école agricole du Chesnoy, à Montargis. Il est l'un des premiers anarchistes chinois, arrivé en France en 1902 comme étudiant rattaché à l'Ambassade de Chine. Il veut promouvoir l'éducation des travailleurs et le concept de partage du temps entre travail et études, destiné à abolir à terme la distinction entre travailleurs et intellectuels.

L'année 1912, année de la fondation de la République de Chine, marque une étape importante dans le projet éducatif et philanthropique de Li Shizeng.

Appuyé par le nouveau Ministre de l'Education, il initie le Mouvement Travail-Etudes qui, entre 1912 et 1927 permettra à près de 2 000 étudiants-ouvriers issus des classes moyennes de venir en France. La plupart des futurs dirigeants du parti communiste chinois sont venus étudier et travailler en France grâce au MTE.

Le recrutement massif d'ouvriers chinois à partir de 1916

Il donne une nouvelle impulsion au MTE en offrant à ses promoteurs une opportunité quelque peu inattendue d'appliquer à grande échelle leurs idéaux en matière d'éducation et de réforme sociale. En 1917, Li Shizeng déclare : « les ouvriers chinois en France formeront le noyau d'une future classe ouvrière qualifiée, qui contribuera à la diffusion d'un savoir-faire industriel à son retour en Chine. »

Le mouvement reçoit également le soutien de diverses personnalités françaises comme Marius Moutet, Edouard Herriot ou Alphonse Aulard. Li Shizeng fonde en juin 1916 la Société franco-chinoise d'éducation, SFCE, (*Hua Fa Jiaoyu Hui*), chargée de promouvoir la coopération et les échanges culturels entre la France et la Chine. La tâche immédiate de la SFCE sera en fait de développer les relations économiques entre la Chine et la France et d'aider à l'organisation de la main d'œuvre chinoise pendant son séjour en France.

Le MTE est impliqué dans le recrutement des travailleurs chinois.

Tout d'abord, les promoteurs du mouvement eux-mêmes craignent que les travailleurs chinois ne soient maltraités, comme cela avait été le cas des coolies* envoyés en Afrique du Sud ou aux Etats-Unis.

**Le mot coolie fait référence à la façon brutale d'utiliser la main d'œuvre, mais aussi à la dureté du travail. Le mot est composé de deux idéogrammes. Le premier signifiant « souffrance amère » et le second « pouvoir » ou « force de travail ».

De plus, les promoteurs du MTE craignent que les travailleurs recrutés par la compagnie *Huimin* ne soient pas sélectionnés avec attention et qu'ils s'abandonnent au jeu, à la boisson ou à l'opium, autant d'activités qui renforceraient l'image négative des travailleurs chinois auprès de l'opinion publique européenne. Li Shizeng critique explicitement la compagnie

Huimin, qu'il accuse d'être à but uniquement lucratif, de traiter les ouvriers comme des esclaves et de les recruter sans critère de choix exigeant, créant de la sorte des situations conflictuelles.

Le MTE trouve par ailleurs un soutien opportun du côté français, par le biais du Ministère du Travail qui voit d'un mauvais oeil une implication trop poussée de l'Armée française dans le recrutement de travailleurs civils. Un nouveau plan de recrutement est donc mis en place par le Ministère du Travail en collaboration avec les promoteurs du MTE, parallèlement au recrutement conduit par l'Armée et la compagnie *Huimin*.

Les conditions du nouveau contrat proposé aux candidats chinois à l'émigration sont différentes de celles qu'offre le contrat *Huimin* ou le contrat établi par les autorités britanniques.

Les travailleurs chinois bénéficieraient de conditions de travail et de salaires identiques à ceux de leurs homologues français. Les arrangements salariaux doivent être établis directement entre l'employeur français et l'ouvrier chinois, sans intermédiation, et l'employeur français s'engage à prendre en charge l'éducation des travailleurs chinois. En échange, les ouvriers sélectionnés doivent être exempts de toute «mauvaise habitude».

Les conditions plus favorables offertes par ce contrat illustrent la convergence d'intérêt entre les deux parties :

- du côté chinois, elles s'accordent avec les principes défendus par les promoteurs du MTE
- tandis que du côté français, elles satisfont les revendications des syndicats français (en particulier la CGT) qui dénoncent l'emploi d'une main d'oeuvre étrangère bon marché susceptible de faire peser une pression à la baisse sur les salaires versés aux ouvriers français.

- Le MTE fournit une assistance éducative et morale aux travailleurs chinois

On a vu que les conditions de vie des travailleurs chinois sont éprouvantes. (Voir dossier)

D'autre part, les sources de confrontations, certaines objectives, d'autres subjectives, sont nombreuses : violations de contrats, frustration dues aux conditions de vie, malentendus liés à la langue ou aux différences culturelles, mauvaise réputation et xénophobie latente.

Les conditions de travail imposées par l'armée ou l'usine et les traitements sévères auxquels ils sont soumis sont souvent difficiles à accepter pour des travailleurs chinois issus de la campagne, qui n'ont aucune expérience de travail en usine ou en équipes hiérarchisées.

Par ailleurs, pour la plupart illettrés, ils ne parlent pas la langue de leurs employeurs (à l'exception de quelques très rares interprètes) et ils sont également peu au fait de la guerre qui fait rage. Leur connaissance des enjeux de la guerre ou même des belligérants est extrêmement limitée.

De nombreuses plaintes et protestations émanent des camps d'ouvriers chinois.

Les interprètes sont chargés de transmettre ces plaintes, et, pour des cas plus graves, une brigade d'officiers spéciaux parlant chinois est chargée de faire le lien avec les employeurs britanniques ou français et d'informer les deux parties des différences culturelles pouvant donner lieu à des conflits. Les protestations, pour la plupart pacifiques, prennent des tournures

parfois plus violentes, 25 grèves ou manifestations violentes impliquant des travailleurs chinois ayant été recensées entre 1916 et 1918.

A ces tensions s'ajoutent par ailleurs des confrontations au sein de la communauté des travailleurs chinois : nombre d'incidents, allant de la simple bagarre à des gestes meurtriers et qui ont souvent pour origine des dettes de jeu, sont ainsi rapportés.

Face aux difficultés d'adaptation et de compréhension réciproque qui sont autant de sources de confrontations, les promoteurs du MTE (et de la SFCE) entreprennent d'apporter une assistance éducative et morale aux travailleurs chinois.

Certains cours du soir sont ainsi organisés sous l'égide de l'Association pour le Travail Assidu et l'Etude Frugale (*qingong jianxuehui*) à destination des ouvriers chinois.

Un journal, le *Huagong zazhi*, *Revue chinoise populaire* est publié à partir de janvier 1917 avec pour objectif d'assister les travailleurs chinois dans leur découverte de la culture française et de prévenir les incompréhensions ou les comportements inadéquats de leur part, susceptibles de créer des conflits avec leurs employeurs ou la population locale.

Le premier numéro paraît le 10 janvier 1917, cinq mois après l'arrivée de la première vague de travailleurs chinois. La publication est assurée par le « Groupe d'éducation populaire » sous le patronage de la SFCE.

A partir de février 1918, la publication deviendra mensuelle. Le journal aurait atteint un lectorat de 30 000 personnes au milieu de l'année 1918. Cela témoigne d'un impact potentiellement non-négligeable.

L'intention didactique du journal apparaît clairement dans le choix de la nouvelle langue vernaculaire chinoise écrite (*baihua*) par opposition au chinois littéraire (*wenyan*) toujours utilisé au début du vingtième siècle. Dans ce sens, le journal suit un mouvement général de réforme éducative et pédagogique qui prend place dans la Chine de la fin de la dynastie Qing. Le *baihua* est envisagé comme un outil pour « éclairer le peuple », c'est-à-dire non seulement dans une volonté « d'alphabétisation », mais également dans un objectif d'éducation, notamment civique.

Au-delà de l'apprentissage des langues, l'objectif de la revue est de faciliter la vie quotidienne des travailleurs chinois :

en leur montrant les bienfaits d'un code moral en adéquation avec les principes du MTE.

En les informant sur les événements récents (dans le monde ou en Chine), et en leur donnant ainsi des éléments de civilisation, d'histoire et de géographie, en disséminant une information plus ou moins objective sur la guerre et sur la situation des travailleurs chinois en Europe. En donnant des conseils aux nouveaux arrivants sur la vie quotidienne, en diffusant un guide du savoir-vivre à l'attention des ouvriers chinois.

En créant un courrier des lecteurs.

Le journal publie également des articles rédigés par des lettrés ou des hommes politiques.

La revue fonctionne aussi occasionnellement comme un service d'annonces, informant par exemple les lecteurs de l'arrivée de nouveaux ouvriers, des augmentations de salaires ou de la distribution de vêtements.

- Quel fut l'impact réel du Mouvement Travail-Etudes sur la vie quotidienne des travailleurs chinois pendant la guerre ?

Il est difficile de l'évaluer précisément. Le contenu et l'orientation du *Huagong zazhi* peuvent néanmoins donner quelques pistes de réponse. La durée même de la publication, 4 ans, témoigne en faveur d'une certaine « utilité » du journal qui n'aurait probablement pas perduré s'il n'avait pas eu un vivier de lecteurs.

De plus, le journal est parsemé d'informations pratiques qui s'adressent à un lectorat très précis.

Après la fin de la guerre, le journal a évolué dans son discours et dans son contenu vers un rôle plus politique, en publiant des comptes-rendus sur des actions syndicales en faveur des ouvriers chinois et le journal fait explicitement appel à des témoignages d'ouvriers sur leurs conditions de vie et de travail dans les différentes usines. Les témoignages eux-mêmes deviennent plus prosaïques et perdent leur contenu moralisateur pour un contenu plus revendicateur.

L'aide proposée par le MTE a servi des intérêts convergents entre d'une part, des intellectuels et réformateurs chinois désireux de mettre en pratique leurs idéaux en matière d'éducation, et d'autre part les autorités françaises désireuses d'encadrer une main d'oeuvre étrangère importante, source potentielle de conflits.

Les promoteurs du MTE étaient francophones, implantés sur le sol français et admirateurs de la culture française.

Les motivations du MTE reposaient essentiellement sur des considérations humanistes.

Source :

Article rédigé pour le colloque « Les travailleurs chinois pendant la Première Guerre Mondiale », Colloque international et pluridisciplinaire qui s'est tenu à Boulogne-sur-Mer (France) et à Ypres (Belgique), du 26 au 30 mai 2010, de Sylvie Démurger, Martin Fournier, Annie Au-Yeung, de l' Université de Lyon « *Assistance et éducation des travailleurs chinois pendant la Grande Guerre –Le rôle du Mouvement Travail-Etudes* »